

<https://www.elcorreo.eu.org/BALAYER-ET-NETTOYER-La-logique-de-la-terreur-d-Etat-des-Bullrich-Milei>

BALAYER ET NETTOYER :La logique de la terreur d'État des Bullrich-Milei

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Date de mise en ligne : samedi 5 septembre 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'opération de répression « *Balayer et nettoyer* » menée contre la manifestation populaire devant le Congrès le 6 août dernier s'inscrit dans un contexte de transformation des forces de sécurité en une armée répressive au service d'un parti politique, actuellement au pouvoir, corollaire d'un plan de contrôle social autoritaire et antidémocratique.



« **Balayer et nettoyer** » Photo : Kaloian Santos Cabrera.

L'opération de répression contre la manifestation populaire devant le Congrès, le 6 août dernier, s'intitulait « Balayer et nettoyer ». Si quelqu'un pense que la fuite de ce nom était un accident, il peut se targuer d'être naïf. Si quelqu'un ne fait pas le lien avec l'expression inquiétante « *Nuit et brouillard* », c'est un imbécile. Ces noms servent à donner une identité et à endoctriner le peuple.

La logique de la répression

En 2025, plus de 1 600 citoyens ont été blessés par les forces de sécurité lors de manifestations pacifiques, dont environ 300 étaient des journalistes, et un nombre équivalent de retraités sans défense. 54 % des manifestations organisées ont été réprimées par un recours excessif et injustifié à la force publique, et presque toutes ont donné lieu à un déploiement de forces disproportionné par rapport au risque à maîtriser. Malgré tout ce déploiement, aucun cas d'organisation collective des manifestants en vue de commettre des actes de violence n'a pu être démontré, au-delà d'actions isolées d'autodéfense. Malgré les centaines de personnes arrêtées et les accusations démesurées de délits, ce maigre résultat n'a pas réussi à dissiper le sentiment que ces affaires ont été truquées et montées de toutes pièces pour infliger des sanctions exemplaires aux récalcitrants.

Les forces de sécurité, dont la mission est de surveiller les frontières, les voies navigables et les installations aéroportuaires, ont été formées et utilisées pour agir comme une armée d'occupation sur leur propre territoire. Les forces de police, tant locales que fédérales, ont reçu la même formation ; elles ont été détournées à maintes reprises de leur mission spécifique de protection des citoyens pour devenir la plus grande menace à laquelle ceux-ci sont confrontés au quotidien. Non seulement lors des manifestations, mais aussi dans la rue, où l'on observe une tendance à tirer sans hésiter et des mauvais traitements de faible intensité institutionnalisés.

Le seul équipement et la seule formation reçus par ces forces, créées pour défendre les citoyens, ont eu pour but de leur permettre d'agir aveuglément contre eux et de servir de bras répressif à un gouvernement. Dans le cadre de cette formation, l'objectif n'a jamais été le crime organisé, le blanchiment d'argent ou le trafic de drogue, mais bien les citoyens qui exercent leur droit constitutionnel de manifester pacifiquement. Les méthodes, la doctrine et l'entraînement, depuis plus d'une décennie, et toujours à la demande d'un même groupe qui se perpétue d'un

gouvernement à l'autre, obéissent à un schéma conçu pour réduire en servitude un groupe confessionnel, ethnique ou politique, où les forces répressives agissent comme une armée venue s'emparer d'un territoire étranger.

Si vous vous demandez qui ont été les formateurs et les fournisseurs d'équipement, de technologie et d'idéologie, vous n'aurez aucun mal à trouver la réponse. Leurs traces sont présentes dans la formation de presque toutes les forces répressives de la région. Et c'est le principal produit d'exportation d'un pays né pour offrir un refuge aux persécutés.

Telle est la logique qui se cache derrière l'expression « balayer et nettoyer ». Balayer les indésirables de l'espace public, nettoyer la saleté que représentent les opposants au gouvernement. Afin de pouvoir faire adopter ses lois dans un silence obéissant.

Le défi des institutions démocratiques

Le 6 août dernier, toute cette stratégie a atteint son paroxysme. Il n'y a pas eu d'acte plus subversif et déstabilisateur de la part des manifestants que de chanter l'hymne national. Rien ne justifiait le déploiement de répression et d'oppression sur la place du Congrès, qui visait à empêcher les parlementaires d'entendre cet hymne entonné en masse. Pour mener cette répression, ils n'ont même pas pris la peine de mettre en scène une provocation qui aurait pu la justifier. En bons serviteurs de leurs maîtres, ils sont venus balayer et nettoyer la place publique pour la transformer en un espace privé, fermé au public.

Mais cela n'a été ni facile ni sans conséquence. Pour y parvenir, ils ont dû se livrer à une répression effrénée pendant cinq heures dans tout le centre-ville, faisant plus d'une douzaine de blessés, dont une jeune photographe souffrant d'une fracture du crâne. Les circonstances dans lesquelles elle a été blessée n'ont pas été élucidées. Les conditions qui ont conduit à cette blessure sont claires : sans la répression de l'État, il n'y aurait eu ni violence ni blessés.

La difficulté rencontrée par les forces de sécurité pour exécuter leur ordre de « balayer et nettoyer » le centre de Buenos Aires des manifestants s'explique simplement : le peuple argentin a toujours refusé de se laisser dompter. La résistance à l'oppression, la volonté de s'exprimer, la défense de ses droits et de l'État de droit s'inscrivent dans une longue tradition populaire. Il n'y a pas eu une seule période de l'histoire où le peuple ne se soit pas manifesté, ce qui, en fin de compte, a garanti le rétablissement, la consolidation et la préservation des institutions démocratiques, et non l'inverse. Et depuis le retour à la démocratie, cette forme de manifestation a toujours été pacifique.

Pendant quarante longues années et deux générations, l'ensemble des organisations sociales et des partis politiques a veillé au respect du pacte démocratique. Ce qui inclut le renoncement à la violence politique. Ce n'est pas l'ensemble de la société qui l'a enfreint. Depuis des années, un groupe restreint mais puissant a repoussé les limites acceptables de la dissidence politique. Par la diffamation et la diabolisation de l'adversaire, par la mainmise sur le pouvoir judiciaire et des fonctionnaires vénaux.

En utilisant la presse pour désinformer et avilir le débat public. En menant une guerre juridique éhontée et illégale contre une seule force politique, tout en favorisant l'impunité des autres. Et enfin, en enfreignant la norme politique fondamentale du respect de la vie, en soutenant et en encourageant le groupe qui a tenté d'assassiner Cristina Fernández de Kirchner. Sa condamnation et son interdiction scandaleuses et illégales ne sont que l'aboutissement de cette démarche, et l'objectif atteint de toute cette action.

Parallèlement, la corruption profonde des institutions orchestrée par la force politique au pouvoir, ainsi que la validation judiciaire (par action ou par omission) de normes inconstitutionnelles et préjudiciables à l'intérêt national, ne font que préparer le terrain au discrédit et au démantèlement de l'État national.

Dans un tel contexte, la transformation des forces de sécurité en une armée répressive au service d'un parti politique, qui se trouve actuellement au pouvoir, n'est que le corollaire d'un plan de contrôle social autoritaire et antidémocratique.

La responsabilité des forces politiques

La résistance que ce plan répressif a suscitée dans les rues de Buenos Aires est une réponse populaire, aussi diffuse et désorganisée que puissante. Cependant, nous ne devons pas à nouveau faire peser sur les victimes de la répression illégale la charge d'empêcher la consécration d'un projet antidémocratique. Cette responsabilité incombe à l'ensemble des forces politiques, aux trois pouvoirs de l'État et aux États provinciaux. La démocratie n'est pas seulement un calendrier électoral. C'est un engagement et une responsabilité qui ne peuvent être délégués.

Nous devons redynamiser, valoriser et renforcer les institutions démocratiques. La défense de l'État de droit et de l'ordre constitutionnel, voire l'exigence de vertu, de responsabilité et d'honnêteté de la part des fonctionnaires, doivent constituer une exigence généralisée et partagée par tous les partis. Il en va de même pour le respect de la liberté d'expression et de la qualité du débat public. Ce n'est pas trop demander ; c'est en réalité le minimum que nous devons exiger de nous-mêmes.

Miguel Gaya* para [La Tecl@ Eñe](#)

[La Tecl@ Eñe](#). Buenos Aires, le 11 août 2026.

***Miguel Gaya.** Ecrivain, poète et avocat défenseur des droits de l'homme